

# Génération Identitaire : le ministère de l'Intérieur a notifié à l'organisation sa dissolution prochaine

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin s'était dit «scandalisé» par plusieurs opérations anti-migrants de cette organisation d'ultra-droite. Génération Identitaire explique vouloir utiliser «toutes les voies juridiques possibles» pour contester cette décision.

Par **Steve Tenré**

Publié il y a 2 heures



Génération Identitaire s'était fait connaître du grand public notamment en déployant une banderole lors d'une manifestation contre le racisme, menée à l'appel du comité la Vérité pour Adama. *Thomas SAMSON / AFP*

L'organisation d'ultra-droite Génération Identitaire a été notifiée vendredi soir de sa dissolution prochaine, a appris *Le Figaro* auprès du porte-parole du mouvement, confirmant une information de [franceinfo](https://www.franceinfo.fr) ce samedi 13 février. Le groupe a désormais dix jours pour répondre à cette annonce. Si aucun élément nouveau n'est apporté, «*la dissolution (de l'organisation) est très probable sous 15 jours*», explique Beauvau.

Clément Martin, porte-parole de Génération Identitaire, déplore «*une manœuvre politique de la part du gouvernement*», et prévient de «*l'utilisation de toutes les voies juridiques possibles pour contester cette décision*», motivée par des «*actions pour lesquelles nous n'avons pas été condamnés*». «*Nous sommes des lanceurs d'alerte, au même titre que Greenpeace. Il nous est reproché l'objet même de notre combat, on essaye de nous faire taire alors que l'on s'oppose pacifiquement à l'immigration massive*». En cas de dissolution, Génération Identitaire l'assure : «*le combat contre l'islamisation et pour l'identité française et européenne continuera bien au-delà de notre mouvement.*»

La décision de cette dissolution avait été impulsée par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, après qu'il s'est dit mardi 26 janvier «*scandalisé*» par plusieurs opérations anti-migrants de Génération Identitaire aux frontières françaises, dans les Pyrénées notamment. Plusieurs élus avaient également demandé cette dissolution.

Génération Identitaire avait mené une opération du même acabit dans les Hautes-Alpes en avril 2018. Trois militants avaient été condamnés par le tribunal de Gap en première instance, avant d'être relaxés en appel en décembre dernier. Le mouvement s'était aussi fait remarquer du grand public en déployant une banderole sur laquelle était inscrit «*Justice pour les victimes du racisme anti-blanc. White Lives Matter*», sur un balcon surplombant la place de la République à Paris, lors d'une manifestation antiraciste, menée à l'appel du comité la Vérité pour Adama.